

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Situation et débats politiques (France) > **Meeting unitaire retraites à Port-Leucate. Tous ensemble le 7 septembre !**

Meeting unitaire retraites à Port-Leucate. Tous ensemble le 7 septembre !

jeudi 2 septembre 2010, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 27 août 2010).

Le 27 août, durant son université d'été, le NPA a organisé un meeting unitaire rassemblant de nombreuses organisations politiques, syndicales et associatives de gauche, pour débattre du projet de réforme des retraites du gouvernement et organiser la résistance. Tous et toutes sont tombé.e.s d'accord : cette contre-réforme doit être combattue dans l'unité et ce, dès le 7 septembre.

Willy Pelletier, Fondation Copernic

Nous allons transformer septembre 2010 en décembre 1995. Nous allons reprendre ce qu'ils nous volent. C'est une réforme qui ne dit pas son nom, qui organise la peur, l'insécurité sociale à tous les étages : pour les jeunes, pour les femmes, pour tous les salariés dont les carrières sont de plus en plus discontinues. Nous sommes tous là ce soir pour dire que notre cause, c'est l'insécurité sociale. On dit qu'il n'y a pas d'argent, qu'il faut financer et prendre à tous. Mais, de 2008 à 2009, les 500 plus grosses fortunes de ce pays ont gagné 80 milliards d'euros en plus. On sait que d'ici 2025, il faudra seulement 45 milliards en plus pour financer les retraites. Donc, la lutte des classes est menée contre nous tous, par une république de copains, de coquins, de matraques, de képis, où nous sommes tous coupables. Les salariés sont coupables de ne pas chercher d'emploi quand ils sont au chômage, alors Pôle emploi les radie. Les habitants de Seine-Saint-Denis sont coupables, forcément coupables, on leur envoie l'ancien chef du Raid comme préfet. Les humoristes de France Inter sont coupables également, on les vire ! Nous sommes maintenant coupables de vieillir, d'avoir le mauvais goût - on croyait que c'était une chance - de ne pas mourir assez vite. Alors ce mauvais goût-là, il faut le payer.

La retraite, c'est une troisième vie libérée de l'exploitation du travail. Et ça, pour les idéologues du « travailler plus pour gagner moins », c'est insupportable. La retraite à 60 ans est une conquête sociale. Elle est issue des luttes du passé, qui nous obligent à gagner. Cette lutte fut la conquête de tous les ouvriers, tous les syndicalistes, tous les militants socialistes, libertaires, communistes, féministes du passé. Alors nous avons le devoir d'être en colère. Nous allons, dès le 7 septembre, imposer à Nicolas Sarkozy d'être entendus. Et ensuite, s'il faut, pour bloquer la réforme, bloquer ce pays, nous bloquerons ce pays. Le sort de la réforme des retraites sera pour Sarkozy son pot de départ, son pot de retraite.

Michel Angot, FSU

Il ne faut pas que certains camarades pensent que l'intersyndicale endort les revendications. On n'est pas tous sur la même ligne, sur sept fédérations on n'est que trois-quatre à penser qu'on ne gagnera pas par des journées saute-moutons et sans lendemain, mais l'important, c'est de tenir sur un fond commun, des revendications communes, et une ligne qui les empêchera de signer et de capituler. Donc l'unité syndicale est extrêmement importante. C'est pourquoi le retour de FO dans les réunions, même si elle ne signe pas le tract, est paradoxal.

Elle dit « retrait », mais pour faire quoi ? Retrait, ça veut dire statu quo. On retire ce projet et on ne change pas, on pense qu'il n'y a pas d'autres solutions pour les chômeurs, les femmes qui perdent

leurs droits, les salariés à carrière chaotique ? Voilà l'objet. On est pour le retrait et pour un autre projet. On ne veut pas laisser la droite et les collectivités diriger ce chantier. Avoir un bon projet est tout l'intérêt de l'appel. Grâce à Copernic et Attac, on peut se retrouver pour avoir un contre-projet qui tienne la route, pour dire au gouvernement qu'il y a d'autres solutions, dire aux populations qui disent « pourquoi pas cette réforme puisqu'il va y avoir quelque chose », que nous avons un autre projet à porter, d'autres partages des richesses, d'autres solidarités. Les chômeurs, les salariés, les précaires n'ont pas bénéficié des richesses produites. C'est pourquoi nous voulons que cet argent soit réinvesti dans les retraites.

Les réunions de l'intersyndicale, avec FO, montrent une très forte mobilisation. On a réussi à arracher à des syndicats qui n'avaient pas l'habitude de le faire, de se revoir dès le lendemain du 7 septembre pour poser l'idée d'une autre journée d'action dans les cinq jours qui suivent, pour engager un mouvement de reconduction. Le seul moyen de réussir aussi à élever les autres syndicats à comprendre que c'est la voie, c'est de réussir d'abord le 7, pour dire au gouvernement qu'on ne veut pas de cette réforme-là.

Éric Corbeaux, PCF

Le 7 septembre s'annonce très fort mais la bataille s'annonce très dure. Nos militants de partis politiques, du mouvement social, unitaires doivent retrousser leurs manches et se mobiliser. La réussite et la portée du 4 et du 7 septembre seront des étapes à franchir et gagner pour ouvrir un nouveau rapport de forces. Nous en avons marre d'être le pot de terre contre le pot de fer, nous voulons prendre la main sur ce dossier. Une réforme qui engage les retraités, les salariés actuels, mais aussi nos enfants, les jeunes pour l'avenir, ne peut pas être discutée par un gouvernement minoritaire dans le pays, même s'il est majoritaire au Parlement. Il faut aussi qu'on prenne de front à la fois la question de la sécurité, donc de la solidarité, et la question du social. Une de nos responsabilités du moment est de resolidariser les salariés contre la division qu'a choisie le gouvernement pour faire passer sa réforme des retraites.

La crise n'est pas pour tout le monde. Il y a quelques jours, BNP Paribas s'est mis 1, 2 milliard d'euros dans la poche. Et tout l'été, les médias ont relayé des faits divers, du racisme, de la xénophobie. C'est pas les Mohammed qui licencient, c'est le capital ! Le 7 septembre peut être le début d'un rapport de forces dans les rues, dans les consciences, et qui oblige la gauche, les syndicats à travailler à un nouveau projet. Un nouveau projet qui repose l'être humain au centre de cette société, qui s'attaque aux questions des profits, pour redonner de nouveaux droits aux travailleurs, aux syndicalistes pour contrer les attaques patronales. Le 7 septembre est important pour le retrait de la réforme mais il faut aussi en faire un grand rendez-vous de l'emploi, des salaires, de la solidarité, des services publics, un grand rendez-vous de luttes. Le PCF a déposé un projet de loi à l'Assemblée nationale. On sait très bien que le rapport de forces ne suffira pas à faire voter ce projet de loi. C'est bien la mobilisation, et pas que sur une journée, qui permettra de gagner. On est dans une deuxième étape de cette mobilisation, et il faut donner aux salariés et au peuple cette envie de victoire, sur les libertés et les retraites.

Jean-Marie Harribey, Attac

Six mois de simulacres de concertations, de mensonges envers la société et de propos rassurants envers les marchés financiers, ça suffit ! Il n'existe qu'une seule solution à ce conflit : le retrait immédiat de ce projet pour construire un projet alternatif. Cette réforme démantèle le droit à la retraite, tout en accordant les meilleures largesses aux classes dominantes et la purge pour les pauvres. Dans un contexte de crise financière qui a désagrégé les dépenses publiques, on fait payer les pauvres pendant que les riches continuent de s'enrichir.

Il faut construire un projet alternatif parce que les enjeux sont multiples. Il faut travailler moins et pas plus. Il faut partager les gains de productivité et pas les polariser à un pôle de la société. Il faut réduire les inégalités. Et il faut une retraite à 60 ans pour pouvoir jouir des meilleures années qui séparent la fin de la vie active de l'échéance finale. Pour cela, il y a une solution, qui est maintenant dans le débat public, c'est faire payer les revenus du capital, soumettre à cotisation tous ceux qui ne le sont pas pour l'instant.

Nous allons tout faire pour empêcher que ce projet aboutisse, en nous associant totalement aux manifestations organisées par les sections syndicales. Nous savons maintenant que la grève générale devient de plus en plus nécessaire pour faire plier ce projet. Nous allons continuer de mailler le territoire jusqu'au moindre recoin du pays, dans toute la lignée de l'appel national qui a été lancé par Attac et Copernic, qui réunit maintenant une très large palette de tout le mouvement social.

Le 7 septembre doit devenir le jour où la société tout entière se saisit du débat sur les retraites. Telle était notre intuition lorsque nous avons lancé cet appel : gagner en transformant le débat sur les retraites en débat de société, en choix de société. Et nous nous trouvons dans une situation inédite : tous les peuples européens sont confrontés à une situation que la crise du capitalisme rapproche aujourd'hui, parce que les plans d'austérité mettent à mal les droits des salariés, les conquêtes sociales, pour le plus grand bénéfice du capital. Le mouvement social français doit être une pierre dans la construction de ce mouvement social européen dont on aura l'échéance le 29 septembre. Il faut faire naître cette insurrection civique qui dépasse un conflit syndicats-patronat, parce qu'il y a un véritable enjeu de société pour préparer l'avenir. La démocratie est menacée par la stigmatisation des immigrés, des Roms et par-delà, de tous les membres du salariat. Le vent de la révolte a sonné, le vent de la révolte ne tombera pas.

Christian Mahieux, Solidaires

La contre-réforme des retraites est une preuve que la lutte des classes existe et que la classe sociale qui n'est pas la nôtre la mène activement. Ce que nous perdons en salaires, pensions, protection sociale, les patrons et les actionnaires le gagnent en profits supplémentaires. La réduction du temps de travail est une des marques du progrès social, un phénomène continu, et les patrons s'y sont toujours opposés. De la réduction du temps de travail, la suppression du travail des enfants à la semaine de 40 heures, puis 35 heures, en passant par la journée de 8 heures et la retraite à 65 puis 60 ans, la réponse patronale a toujours été « c'est pas possible, économiquement on pourra pas ». C'est rigoureusement la même chose aujourd'hui, sauf que le rapport de forces étant ce qu'il est, ils ne s'opposent pas à la réduction du temps de travail, ils veulent imposer son allongement. C'est bien de ça qu'il s'agit. C'est bien sur l'affrontement en classes sociales que se situe le dossier des retraites.

Le mouvement syndical est une nouvelle fois au pied du mur. L'enjeu est-il d'obtenir quelques réunions pour faire croire à une négociation, et mettre en avant quelques reculs moindres que ceux prévus initialement, sans que le retour en arrière, le vol de nos acquis sociaux soient remis en cause ? De la réponse à cette question dépend la stratégie d'actions radicales à mettre en œuvre. Pour Solidaires, l'enjeu est l'abandon du projet de loi. Des négociations, il en faudra, mais pour améliorer le système attaqué depuis 1993, pour satisfaire des revendications anciennes du mouvement syndical, en matière de réduction du temps de travail, de lutte contre les travaux pénibles et dangereux, de compensations à ces situations. Donc des négociations, mais pas sur la base de ce projet de loi qui ne doit pas voir le jour.

Pour ça, il va falloir se battre. Réussir nos manifestations, être 1 million dans la rue comme le 27 mai, plus d'1 million comme le 24 juin, peut-être 2 millions comme le 7 septembre. C'est bien, nécessaire, indispensable, mais pas un but en soi. Réussir périodiquement des journées d'actions sur

des enjeux comme celui-là, ce n'est pas suffisant pour gagner. Solidaires propose d'organiser un mouvement de grève générale. Et ce ne serait pas stupide que la dynamique soit portée par d'autres forces syndicales nationales. Cette grève générale est nécessaire pour obtenir le retrait du projet de loi, pour éviter le recul historique que gouvernement et patronat veulent nous imposer.

Éric Coquerel, PG

Ce gouvernement est un gouvernement de forfaiture, de contre-révolution. Il revient sur des acquis centenaires, démocratiques et sociaux. Le 7 septembre, nous pouvons commencer à solder les comptes, pour les salariés, les sans-papiers, tous ceux que ce gouvernement veut expulser et mépriser. C'est pour ça que le 7 septembre a une valeur qui dépasse la lutte des salariés pour les retraites. Sarkozy a dit qu'il ne céderait pas, que c'est là la logique de son gouvernement. Alors nous allons lui dire que nous allons gagner, comme nous avons gagné sur le Traité constitutionnel européen. Il devra en tirer les conséquences parce qu'il n'aura plus la légitimité de gouverner ce pays. Voilà pourquoi cette mobilisation est décisive. Voilà pourquoi il faut l'unité la plus large, rassembler les anticapitalistes pour changer la donne à gauche, et la doubler de l'unité de la gauche de transformation pour un débouché politique.

Une gauche qui expliquera qu'il est hors de question d'allonger la durée de cotisation, que la solution est le partage des richesses. Une gauche qui refusera d'appliquer une politique de rigueur, parce que ce n'est pas au peuple de payer la crise mais aux banques. Une gauche qui explique que pour appliquer une politique de rupture avec le capitalisme il faudra rompre avec le Traité de Lisbonne. Cette gauche doit s'unir pour représenter un espoir dans les années à venir, dans la rue, dans les urnes, parce que face à un capitalisme qui nous met dans une urgence, au niveau d'une crise sociale, écologique, démocratique, il est temps d'imposer une révolution citoyenne.

Anne Leclerc, NPA

Ce projet de loi, s'il touche l'ensemble du monde du travail, touche particulièrement les femmes. En effet, les conséquences d'une telle réforme, c'est l'aggravation de la situation des femmes retraitées en abaissant fortement leur taux de pension. Aujourd'hui, celui-ci est inférieur de 38 % à celui des hommes. Plus de la moitié des femmes retraitées touchent une pension inférieure à 900 euros. En 2007, 63 % des retraités recevant le revenu minimum contributif étaient des femmes. Seulement 39 % des femmes ont validé une carrière complète contre 85 % des hommes. Cette situation est le reflet des inégalités professionnelles et salariales, de la précarité qui touchent plus durement les femmes. Les carrières discontinues sont liées principalement au fait que les femmes assurent 80 % des tâches d'éducation et domestiques. Cet inégal partage des tâches, comme le manque de places en crèche, ont comme conséquence des interruptions de travail pour les femmes. Et lorsqu'il s'agit de reprendre le boulot, elles payent cher au niveau des salaires, du déroulement de carrière, cette interruption. Le projet de Woerth ne prend pas en compte ces inégalités. Les réformes de 1993 et 2003 ont déjà creusé l'écart entre les hommes et les femmes. Le passage des dix meilleures années aux 25, l'allongement du nombre d'annuités ont un effet catastrophique pour les femmes retraitées. Les femmes qui entre 60 et 65 ans ont un taux très faible d'activité doivent attendre 65 ans pour toucher une retraite et ne pas subir la décote.

En repoussant l'âge du départ à la retraite de 60 à 62 ans et l'âge de départ à taux plein de 65 à 67 ans, le gouvernement fait le choix d'allonger cette période de précarité des femmes. Alors à l'occasion de la mobilisation contre le projet, il faut rendre visibles la situation des femmes retraitées et les inégalités salariales et professionnelles. Arrêtons de nous faire croire que la question des retraites est un problème démographique. Exigeons toutes et tous ensemble le retrait du projet de loi, le retour au 37, 5 annuités, une retraite à taux plein à 60 ans. C'est aussi l'occasion d'exiger un rattrapage immédiat des salaires entre les hommes et les femmes, l'arrêt du temps

partiel imposé, une RTT pour toutes et tous sans baisse de salaire et avec embauches correspondantes.

Le 7 septembre, et après, nous serons toutes et tous ensemble dans la rue pour exiger le retrait du projet.

Gérard Filoche, inspecteur du travail, militant PS

J'ai bon espoir que nous défendions tous ensemble (ndlr avec le PS) jusqu'au bout la question des 60 ans. 60, pas 61 ni 62 ! À taux plein, avec 75 % de redistribution, sans retraite inférieure au Smic, calculée sur les dix meilleures années, et indexées sur les salaires. C'est ça une vraie retraite à 60 ans. L'unité est essentielle, et nous avons toutes les chances de l'avoir et de gagner. Ils sèment le doute, à nous de semer la confiance. Il y a 70 % de Français contre eux. Mais sur ces 70 %, il y en a peut-être encore qui pensent que c'est foutu. Il dépend de nous, de l'unité, que ces opposants à cette réforme soient aussi convaincus qu'on peut gagner. Et ça se joue pendant tout le mois de septembre. Un mois de temps forts, ça permet à ceux qui sont hésitants de ne plus hésiter. Cela veut dire aussi qu'il faut être clair sur le fond, exiger un retrait inconditionnel à 60 ans, sans ambiguïté. Pour les gens qui arrivent à 57, 58, 59 ans, fatigués, une infirmière qui a couru pendant 35 ans dans les services de l'hôpital, un instituteur qui a déjà fait 35 rentrées... la biologie du corps humain n'a pas changé. Ce n'est pas parce qu'on nous dit qu'il va y avoir des centaines qu'on change pour autant entre 55 et 60 ans. Si on calcule notre feuille de congés payés, nos semaines de vacances, c'est parce qu'on les attend ! On a besoin, avant d'être en difficulté physique ou mentale, de profiter de la vie. Les plus belles années de la retraite sont entre 60 et 65 ans. Les plus dures années au travail sont entre 60 et 65 ans. Et c'est ce qu'ils veulent nous voler ! Alors que l'espérance de vie en bonne santé, c'est 63 ans en moyenne pour les hommes et 64 ans pour les femmes. Ces années sont précieuses, c'est une conquête ! Comme il ne voulaient pas des 35 heures ni des congés payés, ils veulent nous reprendre ça. C'est un combat de société, un combat de classes, où le salariat est majoritaire dans ce pays. 92 % de la population active produit toutes les richesses de ce pays et ne reçoivent pas la part qu'ils méritent. Le salariat de ce pays est en droit non seulement de garder ses retraites mais, pour ceux qui sont en pénibilité physique ou mentale, de partir à 55 ans. Qui n'a pas regardé un homme derrière son marteau-piqueur à 55 ans ? Il a une espérance de vie de 61, 62 ans. Le Medef parle de pénibilité au cas par cas, pour les handicapés qu'on enverrait directement du travail au tombeau. 60, c'est l'objectif que nous avons gagné, que nous devons garder. Pas un an de plus, pas un euro de moins.

Vive nos retraites à 60 ans !

Alain Lipietz, Les Verts

La question de l'unité la plus large sera peut-être la première difficulté que nous aurons à franchir dans les semaines qui viennent. En avril, quand on regardait les sondages, les discours, nous étions minoritaires. Et aujourd'hui, la situation a changé du tout au tout au niveau de la perception. C'est une bataille entre le capital et le travail sur le partage de la valeur ajoutée. Dans un certain volume de temps de vivre, le capital doit céder davantage de temps libre devant le salariat. Si le capitalisme pouvait très bien fonctionner pendant les années 1970 avec un certain niveau de partage de la valeur ajoutée, alors que 10 % de moins reviennent aujourd'hui au salariat et qu'on n'a besoin que de 3 % de plus pour financer les retraites jusqu'en 2050, on sait qui doit payer. Récupérons ce qu'ils nous ont volé et il y a largement de quoi non seulement garder notre retraite mais en plus revenir sur la réforme de Raffarin.

Le passage à la retraite, l'allongement de la durée de vie est aussi une chose que nous gagnons sur le capital et sur la mort. Nous avons besoin de ce temps où nous sommes libres du capital.

Le principal obstacle dans les prochaines semaines, c'est l'attente des élections pour revenir sur cette réforme. Il faut dire non à cette argumentation, rappeler ce qui s'est passé en 1995. La manifestation du 4 septembre peut être une formidable amorce pour le 7. Si nous ne gagnons pas dès le mois de septembre, je ne suis pas sûr que nous pourrions gagner en 2012. Les batailles se mènent d'abord sur le terrain social, allons-y !

Aznan Djebara, Unef

À l'heure où le gouvernement joue sur les peurs, la dramatisation, pour rendre inéluctable un nouvel allongement de la durée de cotisations, il est nécessaire que nous disions ensemble que nous ne nous laisserons pas voler ce débat. Nous refusons cette dramatisation au nom de laquelle le gouvernement entend faire passer des reculs sociaux majeurs. Nous refusons de plier devant les fausses évidences et voulons ramener le débat sur l'avenir des retraites à la question fondamentale : celle de la répartition de la richesse produite dans une société moderne. La présence des jeunes générations dans cette bataille est indispensable. Le gouvernement l'a bien compris quand il évoque en permanence les jeunes au nom desquels il déclare vouloir sauver les retraites par répartition. Il a engagé une bataille idéologique pour pousser à la résignation, au fatalisme, pour dresser les jeunes au libéralisme et leur faire baisser les bras. Évidemment les jeunes ont des doutes, ils ont perdu confiance dans le système de retraites par répartition. Pas parce qu'ils le rejettent, mais parce qu'ils savent compter. Aujourd'hui, un jeune s'insère à partir de 27 ans sur le marché du travail. Comment peut-il avoir une retraite à 60 ans ? Les jeunes ont peur et le gouvernement en joue pour faire passer sa réforme en force. Mais il a tort de considérer que cela lui donne carte blanche pour allonger la durée du temps de travail au nom des générations futures.

Les jeunes ont exprimé ces dernières années un même malaise : celui d'une génération qui refuse la précarité, les discriminations, les inégalités, l'absence de reconnaissance. Par leurs mobilisations, notamment contre le CPE, les jeunes ont posé des exigences claires. Ils refusent que leur avenir dépende de logiques comptables à court terme, sont attachés à la solidarité entre les générations, refusent de vivre moins bien que leurs parents au même âge. Voilà pourquoi ils refusent de s'habituer à vivre sans retraite solidaire ni droits sociaux garantis. Ils refusent que leur droit à l'avenir soit remis à cause, d'épargner pour leurs vieux jours dans les fonds de pensions. Que Sarkozy soit rassuré : les jeunes ont bien compris que son message, c'est que la retraite n'est plus pour les jeunes d'aujourd'hui, et qu'il n'en doute pas, nous serons au rendez-vous le 7 septembre, car la retraite est l'affaire de tous.

Les jeunes ne sont pas des sous-salariés ni des sous-citoyens. Ils contribuent à la production des richesses, qu'ils soient salariés, en stage ou en formation. Et nous devrions en retour n'avoir aucun droit social, aucune protection sociale pendant la formation et aucun droit à cotiser pour nos retraites ? L'Unef a donc pris l'initiative de réunir dix-neuf organisations de jeunesse pour lancer un appel unitaire et faire entendre la voix de ceux qui cotiseront demain. Nous affirmons la volonté des jeunes de se battre pour conserver notre système solidaire. Il est urgent d'inclure le temps de formation et les années d'études dans le calcul des annuités pour un droit à la retraite, ainsi que le temps d'inactivité forcée. Il y a urgence politique à rééquilibrer un système injuste et inégalitaire.

Richard Neuville, Les Alternatifs

L'offensive de la finance, du Medef et des droites s'exercent sur quatre terrains : peser sur les salaires, démanteler les services publics, faire reculer au maximum le salaire socialisé, mettre les choix économiques et sociaux hors de la délibération et de la décision populaire. Cette offensive néolibérale du capitalisme s'articule avec le renforcement d'un État autoritaire aux relents clairement xénophobes et racistes.

L'attaque contre le système des retraites est d'abord une réponse brutale pour satisfaire les

exigences des spéculateurs et des agences de notation. Partout en Europe, ce sont les travailleurs qui payent. Pourtant les marchés en veulent encore plus, toujours plus ! Cette contre-réforme est un élément de plus dans la précarisation. Les plus écrasés et menacés des classes populaires sont touchés de plein fouet par le recul de l'âge de la retraite, alors que le chômage atteint des sommets, avec 4, 5 millions d'inscrits à Pôle emploi. Il s'agit d'une réforme injuste dont le financement est inégalement réparti. Alors que le déficit des régimes de retraite n'est que de 32 milliards d'euros, il suffirait de revenir sur les exonérations de cotisations sociales qui coûtent la bagatelle de 46 milliards pour financer le système.

Gagner contre le Medef et le gouvernement ouvrira l'espoir d'une alternative. Mais la décomposition politique et sociale peut ouvrir un nouvel espace à l'extrême droite. Il est donc de la responsabilité de la gauche de gauche de ne pas se contenter de l'unité sociale mais de créer les conditions d'une convergence politique pour en finir avec celle-ci. Nous ne voulons pas avoir le choix entre le candidat du FMI et celui du CAC40.

Le mouvement en France sera observé dans toute l'Europe et une victoire contre le diktat de la finance aura des répercussions pour tout le mouvement social européen.

Michel David, Confédération paysanne

Les retraites des paysans sont les retraites les plus minables des travailleurs et les paysans sont parmi les travailleurs qui ont le taux le plus important de suicides. 40 % des paysans touchent moins de 400 euros de retraite et 75 % moins de 700 euros. Et quand ils veulent s'installer, leur seul recours, c'est vendre un bout de leur terre pour payer leur retraite, et les terres sont vendues à des gens qui veulent construire des golfs. Nous voulons des retraites dignes pour les paysans. C'est pour cela que nous serons avec les travailleurs dans les rues. Et si nos vaches ne veulent pas faire la grève générale, nous essaierons de vous nourrir pendant ce temps.

Je vais vous parler des sans-droits de l'agriculture qui sont des sans-retraites. Ce sont d'abord des femmes qui ne sont en général que des conjointes d'exploitations, c'est-à-dire des exploitées sans droits. Il y a les sans-papiers, les sans-terre et il y a les sans-retraite dans l'agriculture. 10 % des paysans qui cotisent à la Mutualité sociale agricole (MSA) n'ont aucun droit à la retraite car le Medef et la FNSEA imposent une surface minimum d'installation pour avoir droit à la retraite. 10 % des paysans, ceux qui sont en Amap, en alternatives en agriculture, n'ont pas assez de surface et ils cotisent sans droits. La FNSEA dirige la MSA comme elle dirige le Crédit agricole, qui ouvre des agences en Chine chaque mois.

Il faut piquer le fric au capital et à Madame Bettencourt qui touche 2 millions d'euros par semaine de dividendes sur le capital de Nestlé et de la coopérative Lactalis avec 3 % du capital de Nestlé. Pendant ce temps, on ne peut pas payer le lait au prix du travail et on dit aux ouvriers de Nestlé et de Lactalis qu'ils doivent travailler deux, trois ou quatre années de plus pour avoir leur retraite. Il faut piquer le fric aux actionnaires et le distribuer pour les retraites.

Tous ensemble dans la rue le 7 septembre !

P.-S.

* Paru dans Hebdo TEAN 67 (02/09/10).